



HAL
open science

Les strategies de publication des politistes français

Emiliano Grossman

► **To cite this version:**

Emiliano Grossman. Les strategies de publication des politistes français: Facteurs d'unité et de diversité. *Revue Française de Science Politique*, 2010, 60 (3), pp.565 - 585. 10.3917/rfsp.603.0565 . hal-02186622

HAL Id: hal-02186622

<https://sciencespo.hal.science/hal-02186622>

Submitted on 17 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES STRATÉGIES DE PUBLICATION DES POLITISTES FRANÇAIS

FACTEURS D'UNITÉ
ET DE DIVERSITÉ

Emiliano Grossman

Les débats sur l'évaluation sont caractéristiques de presque toutes les disciplines universitaires à l'heure actuelle. Le comptage des publications et, plus particulièrement des articles dans des revues à comité de lecture, semble être la voie de choix pour mettre en place et/ou développer l'évaluation dans les sciences sociales. En se fondant sur un sondage auprès des politistes français, cet article vise à analyser les attitudes de ceux-ci face aux revues et, par ce biais, de donner une image originale de la science politique en France aujourd'hui¹.

Depuis plusieurs années, on assiste à une démultiplication des formes de classification. Cela semble répondre à un développement plus général qui dépasse le monde de l'enseignement supérieur : de plus en plus, les politiques publiques doivent répondre à une exigence de justification des dépenses². Le recours à des méthodologies empruntées au privé devient courant, de même que la multiplication d'indicateurs censés permettre de mesurer les performances d'un peu près tout type d'activité. La recherche ne fait pas exception. La principale différence avec d'autres domaines semble résider avant tout dans la plus grande contestation des indicateurs.

À ce titre, on n'assiste pas simplement à des rejets purs et simples de ces indicateurs, mais aussi à des discussions souvent très fouillées sur le pouvoir heuristique ou les effets de certains indicateurs par rapport à d'autres³. S'y ajoute que les classements sont le plus souvent contradictoires ou, au mieux, faiblement corrélés⁴. Dans nombre de disciplines, les indicateurs bibliométriques, censés être plus « objectifs » que l'évaluation par les pairs, sont devenus

1. Cet article représente une version profondément remaniée d'un rapport présenté au 10^e congrès de l'Association française de science politique en septembre 2009 : Emiliano Grossman, « Les stratégies de publication des politistes français. Analyse d'un sondage en ligne », Congrès de l'Association française de science politique, Grenoble, 8 septembre, 2009, p.33. Le rapport est toujours disponible sur le site du Congrès (<<http://www.congresafsp2009.fr>>) ou sur demande auprès de l'auteur.

2. Christopher Hood, Ruth Dixon, Craig Beeston, « Rating the Rankings : Assessing International Rankings of Public Service Performance », *International Public Management Journal*, 11 (3), 2008, p. 298-328.

3. Ces discussions peuvent aboutir à des demandes de retrait pur et simple, comme l'ont illustré l'épisode du classement de l'AERES ou la mise en place du classement *ERIH* pour les humanités par la Fondation européenne de la science, qui ont tous les deux fini par être retirés.

4. François Briatte, « Comparaison interclassements des revues en sociologie-démographie et en science politique », *Bulletin de méthodologie sociologique*, 2008, p. 51-60, <<http://bms.revues.org/index3473.html>>, visité le 11 décembre 2009.

dominants. Les progrès technologiques ont en outre rendu cette forme de l'évaluation de moins en moins coûteuse, ce qui explique en grande partie son succès¹. Parallèlement, la technique même de la *peer review* est également remise en cause. Le caractère effectivement aveugle et a fortiori *doublement* aveugle de la revue n'est pas réaliste dans bien de situations et dans les revues de sciences sociales, ce serait même l'exception², entraînant des recours de plus en plus nombreux dans les sciences « dures ». En outre, des expériences réalisées ont démontré le caractère souvent aléatoire concernant l'acceptation ou le rejet d'articles³. Enfin, la revue par les pairs est souvent accusée de freiner l'innovation⁴.

Malgré ces débats, l'exigence de publication envers les universitaires est de plus en plus clairement énoncée par les différentes instances et notamment, en France, par l'AERES⁵. La science économique, en créant un système de classement des revues par sous-discipline au niveau de la Commission du CNRS est sans doute la science sociale qui est allée le plus loin dans ce sens.

La réalisation d'un sondage sur la réputation des revues et les stratégies de publication des politistes n'est évidemment pas la réponse aux débats évoqués et encore moins une tentative de « départager ». Cependant, ce sondage permet de mieux comprendre le rapport aux revues et aux divers systèmes de classement. À ce titre, le présent article livre une vision originale et nouvelle de l'état de la science politique en France. Plus particulièrement, nous allons interroger les facteurs explicatifs des stratégies de publication des universitaires, ainsi que leur évaluation des revues.

Une première partie présentera brièvement le dispositif de recherche et ses limites. La seconde donnera un aperçu des jugements des politistes français par rapport à d'autres classements existants. Ensuite, nous tenterons d'analyser les facteurs d'unité et de dispersion des stratégies de publication en science politique en France. La quatrième partie analysera les stratégies de publication internationales.

Le sondage et les sondés

Cet article résume et analyse les résultats d'un sondage en ligne sur le rapport aux publications des politistes français. Ce sondage a été accessible sur invitation à 648 universitaires français entre le 27 mai et le 3 juin 2009 sur le site

1. Un article récent affirme que le Research Assessment Exercise, procédure quadriennale d'évaluation de la recherche au Royaume-Uni, considéré comme très coûteux, serait parvenu à des résultats très similaires en s'appuyant simplement sur des indicateurs bibliométriques. Cf. Linda Butler, Ian McAllister, « Metrics or Peer Review ? Evaluating the 2001 UK Research Assessment Exercise in Political Science », *Political Studies Review*, 7 (1), 2009, p. 3-17. Voir aussi la réponse critique de Claire Donovan, « Gradgrinding the Social Sciences: The Politics of Metrics of Political Science », *Political Studies Review*, 7 (1), 2009, p. 73-83.

2. Dans les sciences sociales, un sondage en ligne est en cours de réalisation, tendant à montrer que l'évaluation dans les revues – même quand elle est réputée anonyme – ne l'est en vérité pratiquement jamais. Le projet est dirigé par le professeur allemand Kai Arzheimer (<<http://www.kai-arzheimer.com/political-science-peer-review-survey.html>>).

3. Richard Smith, « Peer Review: A Flawed Process at the Heart of science and journals », *Journal of the Royal Society of Medicine*, 99 (4), 2006, p. 178-182.

4. D. F. Horrobin, « The Philosophical Basis of Peer Review and the Suppression of Innovation », *Journal of the American Medical Association*, 263 (10), 1990, p. 1438-1441.

5. AERES, « Critères d'identification des chercheurs et enseignants-chercheurs "publiants" », 2008, <http://www.aeres-evaluation.fr/IMG/pdf/Criteres_Identification_Ensgts-Chercheurs.pdf>, visité le 11 décembre 2009.

<<http://www.questionnaire-en-ligne.fr>>. 261 personnes ont accédé au questionnaire. 243 personnes ont répondu au moins partiellement, mais les taux de réponses varient en fonction des questions. Nous discuterons rapidement de la construction du sondage et de la population sondée.

Un sondage adapté d'autres enquêtes

L'objectif de départ était de répliquer l'étude ou, plutôt, une série d'études réalisées depuis la fin des années 1980 par James Garand aux États-Unis¹. Pour la mise en place technique, nous avons créé un nom de domaine et un serveur avec le logiciel « libre » Limesurvey. Un certain nombre de difficultés techniques sont apparues au fur et à mesure que le sondage se déroulait, notamment concernant l'envoi des courriels de rappel et la sécurité du questionnaire². Dans l'ensemble, cependant, le dispositif s'est avéré très performant et fiable.

Au niveau du questionnaire, nous avons, pour l'essentiel, traduit le questionnaire original, tout en rajoutant quelques questions de contrôle, en fonction de nos connaissances de la population sondée. Ainsi, nous avons tenu compte de la différence entre chercheurs et enseignants-chercheurs, spécifique à la France. Plus important, nous avons fait le choix de ne pas utiliser la même liste de revues que dans les études équivalentes au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni³. Comme la science politique reste très largement francophone en France, il nous semblait peu judicieux d'utiliser des listes composées uniquement de revues anglophones. Nous nous sommes appuyés sur une liste très complète de la section 40 du CNRS, comprenant 187 revues – francophones pour moitié et dans d'autres langues pour l'autre moitié. Cette liste ne se limite guère à la science politique, mais inclut des revues de sociologie, de « civilisation » ou, encore, des revues multidisciplinaires spécialisées sur certains objets. Afin de rendre leur nombre plus gérable, nous avons enlevé les 45 revues qui n'étaient pas notées, réduisant la liste à 142⁴.

Identifier la population de politistes

Il s'est avéré bien plus difficile que prévu d'établir la population, malgré le soutien de l'AFSP et de la FNSP et la disponibilité d'un certain nombre de renseignements ; ainsi, nous disposions des listes de la section 40 du CNRS et de la section 04 du CNU. La liste « finale » s'est révélée néanmoins extrêmement difficile à établir. L'annuaire du CNRS n'est guère précis sur les appartenances de section de CNU pour les enseignants-chercheurs. À cela s'ajoute le problème connu des sociologues du travail, qui font également partie de la section 40 mais qui, pour la plupart revendiquent une différence par rapport à la science politique. Ainsi, notre liste comprend au total 648 personnes. Or, nous n'avons pas pu vérifier avec certitude qu'il s'agit uniquement de politistes. Ce chiffre nous semble en effet un peu large, le chiffre exact devant se situer plutôt autour des 500 ou 530 d'après la recherche

1. Iain McLean, André Blais, James C. Garand, Micheal Giles, « Comparative Journal Ratings : A Survey Report », *Political Studies Review*, 7 (1), 2009, p. 18-38 ; James C. Garand, « An Alternative Interpretation of Recent Political Science Journal Evaluations », *PS : Political Science & Politics*, 23 (3), 1990, p. 448-451.

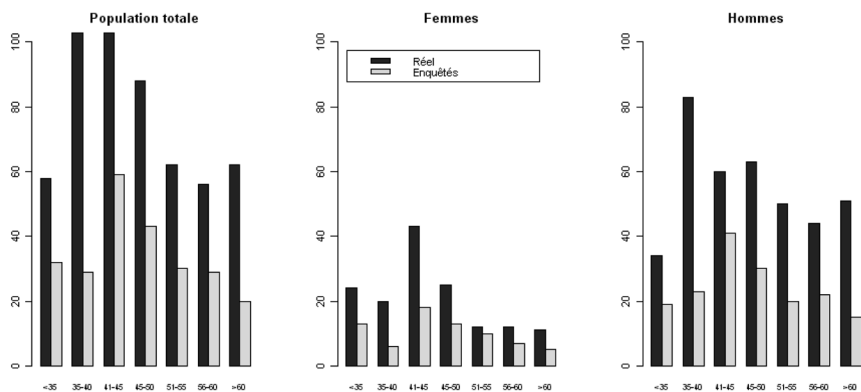
2. Ces difficultés sont expliquées plus en détail dans le rapport précité.

3. Pour les trois sondages réalisés dans l'étude de référence, les amendements ont été minimaux et les listes se recoupent à plus de 90 % (I. McLean *et al.*, « Comparative Journal Ratings... », art. cité).

4. La liste semble assez complète, même si certaines revues importantes font défaut. La possibilité de rajouter des revues dans le sondage n'a pas été en mesure de compenser certaines absences, comme le *Quarterly Journal of Political Science* et le *Journal of Urban and Regional Research*.

menée par Martial Foucault¹. Grâce à ce dernier travail, nous avons pu produire le graphique I qui compare la population sondée à la population réelle d'après Foucault. Plusieurs écarts sont à noter : premièrement, les jeunes classes d'âge sont étonnamment sous-représentées. Il est possible que ce soit dû à des problèmes de mise à jour des bases de données. Ce sont les classes d'âge intermédiaires qui sont le mieux représentées, les classes d'âge supérieures étant également sous-représentées. La représentation est légèrement plus proportionnelle pour les femmes que pour les hommes, enfin.

Graphique I. La population sondée par rapport à la population réelle



Sources : Foucault (2009), Grossman (2009).

Une seconde comparaison concerne les thèses effectivement soutenues. Le graphique II compare notre échantillon à celui de Godechot et Louvet², élaboré à partir du fichier central des thèses. Même si le découpage n'est pas identique, il ressort clairement que les biais ne sont pas les mêmes. Les jeunes classes d'âge semblent, au contraire, surreprésentées dans notre sondage. Cependant, l'étude précitée s'arrête en 2002 et la dernière classe d'âge correspond ici aux 41-45 ans dans le graphique précédent. Autrement dit, le biais est sans doute similaire que pour le graphique précédent.

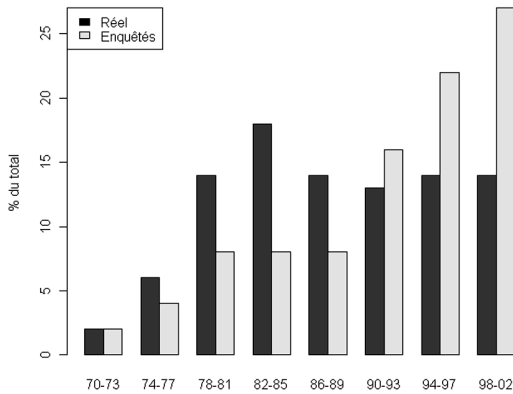
À ces biais potentiels dans notre sondage s'ajoute une difficulté plus substantielle et qui est peut-être liée au manque d'unité de notre discipline, que nous discuterons plus loin. Du fait de ce manque d'unité et d'institutionnalisation, nombre de politistes « légaux »³ ne se considèrent pas nécessairement comme des politistes. Ainsi, nombre d'historiens ou sociologues de formation ont été embauchés sur des postes de politistes, sans pour autant changer « d'identité professionnelle ». Parmi des politistes de formation, grand nombre se sentent sans doute plus proches de la sociologie que de la science politique et/ou pensent que cette dernière reste floue ou qu'elle manque d'un objet ou d'un cœur propre. Enfin, il y a également un certain nombre d'« incursions » en provenance de disciplines voisines. Si ces cas ne sont pas très nombreux, il existe certainement des sociologues, anthropologues ou économistes qui sont progressivement devenus des politistes.

1. Martial Foucault, « French Homo Publicus », Communication au congrès de l'Association française de science politique, Grenoble, 8 septembre 2009.

2. Olivier Godechot, Alexandra Louvet, « Le localisme dans le monde académique : un essai d'évaluation », sur <Laviedesidées.fr>, 22 avril 2008.

3. C'est-à-dire qui ont été embauchés comme tels sur un poste relevant de la section 04 du CNU ou sur un poste de la section 40 du CNRS hors sociologie du travail.

Graphique II. Année de thèse



Sources : Godechot & Louvet (2008), Grossman (2009).

Cette difficulté à dessiner la frontière de la discipline est permanente et les résultats de cette enquête tendront plutôt à brouiller davantage la frontière qu'à la dessiner plus clairement. Notre approche a de ce fait été pragmatique. Nous considérons chaque participant à l'enquête au même titre, tenant sa réponse pour une démarche d'auto-identification à la discipline. Si les participants démontrent l'éclatement de la discipline de par la très grande variété de leurs orientations, cela nous donnera une image plus fidèle de la science politique en France. Autrement dit, notre parti pris ici sera de prendre la science politique comme objet de recherche, plutôt que comme point de départ ou variable indépendante.

Le tableau 1 résume les réponses concernant la spécialité. Les participants pouvaient cocher jusqu'à trois réponses différentes ou rajouter une spécialité de leur choix. Comme aucune des spécialités indiquées en texte libre n'a dépassé le nombre de cinq, j'ai exclu ces observations¹.

La spécialité la plus répandue est la « sociologie politique ». 62 % des répondants ont indiqué cette spécialité. En outre, on constate que la sociologie politique est le second (ou premier) choix le plus important pour toutes les autres spécialités sauf les relations internationales, pour qui la combinaison la plus courante est la politique européenne. Autrement dit, la sociologie politique est donc largement dominante, suivie de très loin par les politiques publiques et la politique comparée. Les partis politiques et les institutions politiques semblent proches et seulement liés à la sociologie politique et comprennent un élément comparatif. Ainsi, on trouve plusieurs petits pôles avec la sociologie politique comparée (institutions, partis et sociologie politique) et autour des politiques publiques comparées et européennes. Un troisième semble exister autour des aires culturelles et les relations internationales, plus faible numériquement. Cela semble recouper en partie une analyse récente des réseaux entre les jurys de thèse en science politique en France².

1. Quatre participants ont indiqué « socio-histoire » comme spécialité. Il est probable que nombre d'autres sondés l'auraient choisie, si elle avait fait partie des choix disponibles. Cependant, après une discussion avec Yves Déloye, j'avais décidé de proposer la socio-histoire comme méthode, plutôt que comme spécialité.

2. Olivier Godechot, Nicolas Mariot, « Les deux formes du capital social. Structure relationnelle des jurys de thèses et recrutement en science politique », *Revue française de sociologie*, 45 (2), 2004, p. 243-282.

Tableau 1. Combinaisons des spécialités parmi la population sondée (N = 243)

	Sociologie politique	Politique comparée	Aires culturelles	Relations internationales	Politique européenne	Institutions politiques	Partis politiques	Pensée politique	Politiques publiques	Politiques locales
Sociologie politique	152	40	22	6	23	20	25	13	44	14
Politique comparée	40	75	14	9	15	12	14	8	16	1
Aires culturelles	22	14	37	7	4	1	2	5	2	1
Relations internationales	6	9	7	27	10	0	0	2	6	0
Politique européenne	23	15	4	10	44	5	1	0	19	5
Institutions politiques	20	12	1	0	5	34	7	4	10	2
Partis politiques	25	14	2	0	1	7	31	2	0	3
Pensée politique	13	8	5	2	0	4	2	29	3	1
Politiques publiques	44	16	2	6	19	10	0	3	83	14
Politiques locales	14	1	1	0	5	2	3	1	14	24

Note : jusqu'à trois choix étaient possibles. La diagonale indique le total par spécialité.

Les méthodes sont de plus en plus considérées comme une source de division à l'intérieur de la discipline. Un article en cours montre à quel point les revues bien classées aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni sont tirées par le clivage méthodologique¹. Les différences sont pourtant énormes entre ces trois pays. 45 % des sondés aux États-Unis affirment faire des recherches uniquement quantitatives (ou formalisées), contre 15 % au Canada et 10 % au Royaume-Uni.

Le tableau 2 présente en diagonale les répondants ayant indiqué une seule méthodologie, les autres cases représentant des combinaisons. En matière de recherche quantitative, la France se situe encore un peu en dessous avec 16 personnes, c'est-à-dire 6,5 % des sondés, ayant indiqué recourir exclusivement aux méthodes quantitatives. Il faut préciser, en outre, que nous avons exclu la modalité « formalisation », remplacée par « socio-histoire » dans le questionnaire français². La catégorie « uniquement qualitative » est en revanche bien plus importante avec 28 %

Tableau 2. Les méthodes

	Qualitative	Histoire des idées	Socio-histoire	Quantitative
Qualitative	69	17	53	39
Histoire des idées	17	2	15	2
Socio-histoire	53	15	21	6
Quantitative	39	2	6	16
Total	178	36	95	63

Note : deux choix étaient possibles. La diagonale indique ceux n'ayant effectué qu'un seul choix.

1. André Blais, James C. Garand, Michael Giles, Iain McLean, « The Methodological Divide in Political Science », Montréal, manuscrit non publié. Nous développerons cet élément dans la conclusion.

2. Nous n'avons pas repris ici les mêmes modalités que celles utilisées dans les trois autres études. Ces modalités étaient : « qualitative », « normative », « quantitative » et « formalisée ». Dans le projet d'article précité, ces catégories sont réorganisées dans une catégorie dichotomique : quantitative/formalisée ou non (A. Blais *et al.*, « The Methodological Divide in Political Science », *ibid.*).

recourant uniquement à la méthode qualitative. Avec les combinaisons, la part de « quantitativistes » passe à 26 %. Ces 26 % sont essentiellement masculins (51 sur 63) et leur part est plus forte dans les jeunes générations, de sorte qu'elle devrait augmenter dans les années à venir.

En somme, les politistes français, si on accepte que ce sondage soit représentatif de cette population, sont très fortement portés sur différents types d'analyse qualitative, alors que les méthodes quantitatives sont très faiblement représentées par rapport à d'autres pays.

Nous avons récolté d'autres informations concernant, par exemple, la meilleure publication passée, le diplôme le plus élevé ou la taille du laboratoire/département. Nous reviendrons à certaines d'entre elles plus loin, mais d'autres se sont avérées peu structurantes. D'ores et déjà, ces quelques informations témoignent de la grande diversité des politistes français

Le sondage en France et les réactions

Le projet de sondage a émergé au cours des derniers mois de l'année 2008. Sa réalisation effective a débuté vers la fin du mois d'avril 2009 et s'est terminé début juin. Autrement dit, sa réalisation a coïncidé avec le mouvement de protestation dans les universités, qui était, en partie, nourri par le débat sur l'évaluation des chercheurs et enseignants-chercheurs.

Fort heureusement, le sondage n'a pas entraîné de réactions ou de mobilisations particulières, malgré un certain nombre de prises de position individuelles plus ou moins critiques. À ce titre, il est certain qu'un grand nombre de personnes ont refusé de répondre du fait de leur opposition à toute forme de classement de revues. Trois personnes au total m'ont directement signalé ce refus. D'autres ont rempli le questionnaire, mais signalé leur opposition de principe à ce type de classement dans la page « commentaires » à la fin du questionnaire. Le tableau 3 résume l'essentiel des commentaires. 47 personnes ont ainsi choisi d'ajouter un commentaire.

Tableau 3. Commentaires des participants au sondage (N = 47)

La liste des revues est incomplète ou biaisée	9
Les questions sont biaisées, le questionnaire laisse de côté des questions importantes	14
Les revues sont dépassées, d'autres sources sont plus importantes	5
Les réponses ne doivent pas être utilisées pour l'évaluation	4
Appréciations positives du sondage	6
Autres	9

Une autre série de critiques concerne la pertinence de certaines questions ou la construction du questionnaire ou des questions. Ces critiques visent plusieurs aspects du questionnaire ou considèrent qu'il est biaisé et induit certains types de réponse.

On constate également des critiques concernant la liste des revues. Ces critiques trouvent que certains champs, comme la philosophie politique, ou certaines langues, comme l'allemand, le russe ou le portugais, sont injustement sous-représentés. Cinq commentaires remettent en question la pertinence d'un sondage fondé sur les revues au moment où l'Internet et les différents projets de « *repositories* » permettent de contourner ces revues. Un commentaire assez long et réfléchi souligne l'inégalité de l'accès aux revues. Au vu des coûts des abonnements à Ebsco ou JStor, la connaissance effective des revues est fonction de leur

accessibilité, ce qui est très problématique pour les universitaires hébergés dans des facultés de droit, par exemple.

Dans l'ensemble, la participation a été au-delà des attentes et les commentaires témoignent pour la plupart de l'intérêt pour l'enquête, y compris la majorité des commentaires critiques.

Les politistes français coupés du monde ?

Afin de comparer les jugements des politistes français à d'autres types de jugements et le classement résultant du sondage à d'autres classements, nous avons élaboré un classement des revues préliminaire, à partir des classements opérés par les participants au sondage dans la dernière partie du questionnaire. Nous allons ainsi comparer le classement français à d'autres disponibles. Ensuite, nous verrons si les stratégies de publication correspondent au classement établi.

Les politistes français face au reste du monde

Concrètement, nous avons créé trois classements différents, conformément à celui que nous répliquons de McLean et collègues¹ :

– *Jugement moyen* : ce classement représente simplement la moyenne des jugements obtenus, indépendamment du nombre de jugements. Ainsi, si une revue a été évaluée une seule fois, mais a obtenu « 10 », elle sera classée « 10 ».

– *Connaissance* : il s'agit de la connaissance relative d'une revue. Ce chiffre exprime la proportion de ceux ayant évalué une revue donnée par rapport à l'ensemble des réponses validées pour cette partie du questionnaire (N = 198).

– *Impact* : cet indicateur est certainement le plus fiable, dans la mesure où il combine les deux précédents, selon la forme suivante : $Impact = Jugement\ moyen + (Jugement\ moyen * Connaissance)$

Cette formule à l'avantage de prendre en compte la connaissance relative d'une revue, tout en attribuant une importance plus grande au jugement moyen. D'autres formules semblent possibles, mais celle-ci a été utilisée dans plusieurs autres enquêtes² et nous paraît aboutir à un indicateur transparent et contenant beaucoup d'informations. Elle a été proposée par James Garand, en réponse à un des premiers sondages réputationnels à la fin des années 1980³. Dans l'ensemble, les deux mesures semblent contribuer de manière similaire à la mesure d'impact, alors qu'elles sont plus faiblement corrélées entre elles. En somme, ces corrélations montrent avant tout que le jugement n'est pas corrélé avec la connaissance, ce qui justifie *a fortiori* l'utilisation d'un index composite, comprenant les deux valeurs.

Pour le besoin de cette comparaison, nous avons récupéré les données relatives à plusieurs autres classements : celui résultant de l'article précité de McLean et collègues, celui élaboré

1. I. McLean *et al.*, « Comparative Journal Ratings... », art. cité.

2. Michael W. Giles, James C. Garand, « Ranking Political Science Journals : Reputational and Citational Approaches », *PS : Political Science & Politics*, 40 (4), 2007, p. 741-751 ; James C. Garand, Michael W. Giles, « Journals in the Discipline : A Report on a New Survey of American Political Scientists », *PS : Political Science & Politics*, 36 (2), 2003, p. 293-308 ; Pippa Norris, Ivor Crewe, « The Reputation of Political Science Journals : Pluralist and Consensus Views », *Political Studies*, 41, 1993, p. 5-23.

3. J. C. Garand, « An Alternative Interpretation of Recent Political Science Journal Evaluations », art. cité.

il y a quelques années par Simon Hix¹, ainsi que les « *impact factors* » résultant du *Social Science Citation Index* de Thomson Scientific. Ce sont ces derniers qui sont utilisés de manière privilégiée par l'essentiel des grands classements internationaux de départements comme celui de « Shanghai »² ou celui du *Times Higher Education Supplement*³.

Le premier des graphiques ci-après présente la mesure « d'impact » pour les pays du sondage réalisé par McLean et collègues⁴. Étant donné que les sondages au Royaume-Uni, au Canada et aux États-Unis ont porté uniquement sur des revues de langue anglaise, la comparaison ne porte que sur ces revues. Or, notre échantillon de revues de langue anglaise ne coïncide pas avec l'échantillon utilisé dans les trois autres sondages. Seules 42 revues coïncident et sont représentées dans le graphique ci-dessous.

D'ores et déjà, il faut souligner que la relation est faible, mais loin d'être inexistante ($r^2 = 0,426$). La moyenne mobile montre, cependant, que la relation est plus faible, relativement, dans la partie du tableau où se concentrent le plus de revues. Malheureusement, nous n'avons pas eu accès aux données séparées pour les trois pays, ce qui aurait été intéressant, étant donné que la comparaison entre les États-Unis et le Royaume-Uni aboutit à une relation assez faible ($r^2 = 0,322$). La relation entre les jugements aux États-Unis et au Canada, notamment, est plus forte ($r^2 = 0,553$), ainsi que celle entre le Canada et le Royaume-Uni ($r^2 = 0,603$)⁵.

On constate la présence d'un cas extrême, se situant en dehors de l'intervalle de confiance de 95 %. Il s'agit du *Journal of Politics*, considéré comme une des trois meilleures revues outre-Atlantique, mais aussi appréciée outre-Manche (14^e revue). Or, cette revue reste pratiquement inconnue en France (14 %), malgré des notes plutôt bonnes attribuées par 28 personnes. Ce cas extrême revient dans les autres comparaisons.

Une première conclusion concerne le fait que les valeurs d'impact sont plus faibles en France, surtout pour les grandes revues, même au-delà du *Journal of Politics*. Cela est moins dû aux notes moyennes qu'à la connaissance des revues. Les taux de connaissance font remonter les revues généralistes de très nombreuses places (30 places pour la *RFSP*) par rapport à la note moyenne, mais ces revues ne sont pas représentées dans le graphique considéré, étant donné qu'aucune revue de langue française ne faisait partie du questionnaire de McLean et collègues.

Le deuxième graphique projette les classements de notre enquête et les « *impact factors* » du *Social Science Citation Index* (SSCI). En intégrant les impacts de quatre champs disciplinaires – la science politique, les relations internationales, l'administration publique et la sociologie –, nous parvenons à un nombre plus important de revues (N = 53) que pour les deux autres comparaisons. Cependant, la relation est ici la plus faible. Il est certain que le SSCI est particulièrement peu représentatif des revues de référence des politistes français ayant participé à notre sondage. La *RFSP* n'est plus dans le SSCI depuis plus de dix ans. Les autres revues de science politique françaises, comme *Politix*, la *RIPC* ou *Pôle Sud*, n'y ont jamais figuré.

1. Simon Hix, « A Global Ranking of Political Science Departments », *Political Studies Review*, 2 (3), 2004, p. 293-313.

2. Cf. <<http://www.arwu.org/>>.

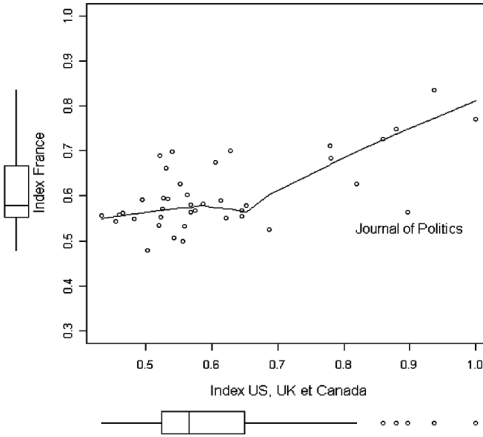
3. <<http://www.timeshighereducation.co.uk/>>.

4. I. McLean *et al.*, « Comparative Journal Ratings... », art. cité.

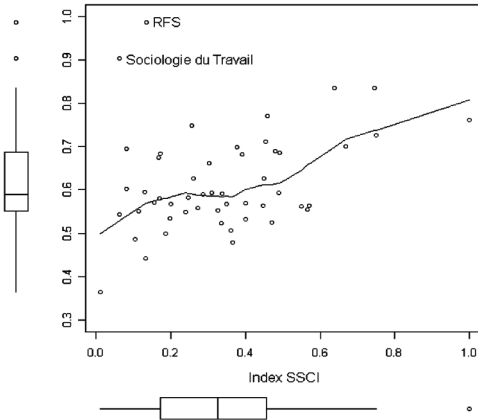
5. I. McLean *et al.*, *ibid.*

Graphique III. Comparaison de classements

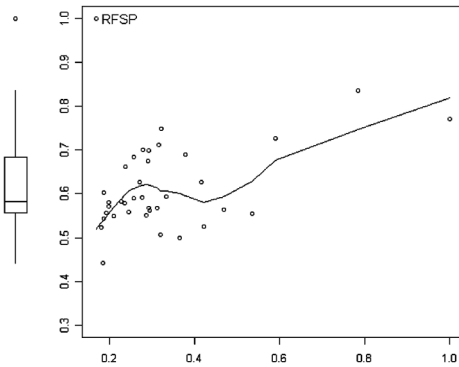
Graphique 1



Graphique 2



Graphique 3



La *RFS* et *Sociologie du travail* y figurent, certes, mais leurs revues de référence, c'est-à-dire celles que leurs auteurs sont susceptibles de lire et de citer et *vice versa*, n'y sont pas, de sorte qu'elles sont assez mal classées. Cela explique leur position comme cas extrêmes, qui reflète leur appréciation parmi les politistes français par rapport au très faible impact dans le SSCI.

Enfin, le troisième graphique met en relation les mesures d'impact réputationnelles de notre sondage avec un classement bibliométrique, tiré d'un article très controversé de Simon Hix¹, qui se veut lui-même critique des classements existants. L'objectif affiché de Hix est de classer « les institutions académiques sur la base de la quantité et de l'impact des articles publiés dans principaux journaux en science politique au cours d'une période donnée »².

Le classement de Hix n'est clairement pas favorable aux universités françaises. Sur les 50 premières institutions, les institutions extra-étasuniennes sont très peu nombreuses ; la première institution française, Sciences Po, pointe à la 170^e place, suivi de l'INSEAD à la 172^e et cette dernière institution peut difficilement être considérée comme française, sauf pour sa situation géographique. Aucune autre institution française n'est présente dans la liste des 200 meilleures institutions en science politique. Le Royaume-Uni et l'Allemagne suivent – de loin – les États-Unis dans ce classement.

Au regard des revues, Hix se veut pourtant plus pragmatique que les classements existants, en intégrant les revues de toutes les associations nationales (*RFSP*, *RISP*, *RECP*, etc.). La relation est bien plus faible que pour les données de McLean et collègues. La *RFSP*, sans surprise, est bien mieux notée dans notre sondage que dans le comptage bibliométrique de Hix, réalisée presque exclusivement sur des articles publiés dans des revues de langue anglaise.

En conclusion, la faiblesse des relations semble en tout cas montrer une chose : la science politique n'est pas soumise aux mêmes pressions en faveur de la mondialisation que d'autres domaines. Les jugements des politistes français sont très loin de ceux de leurs homologues dans les pays anglo-saxons et *a fortiori* des classements bibliométriques existants. Ces quelques comparaisons tendent à confirmer la conclusion de Pippa Norris, qui, il y a plus de dix ans, analysait les contenus de trois revues généralistes britanniques et étasuniennes. L'auteure parvenait alors à la conclusion que le choix des sujets, les choix méthodologiques et le choix des congrès restaient très largement différents. En outre, aucune convergence n'était observable³. Le même constat semble se confirmer pour la science politique française dix ans après. Si nous ne disposons pas de données permettant une analyse dynamique, la comparaison statique indique l'existence d'un véritable gouffre entre la France et le monde anglophone de la science politique.

Stratégies de publication et appréciation des revues

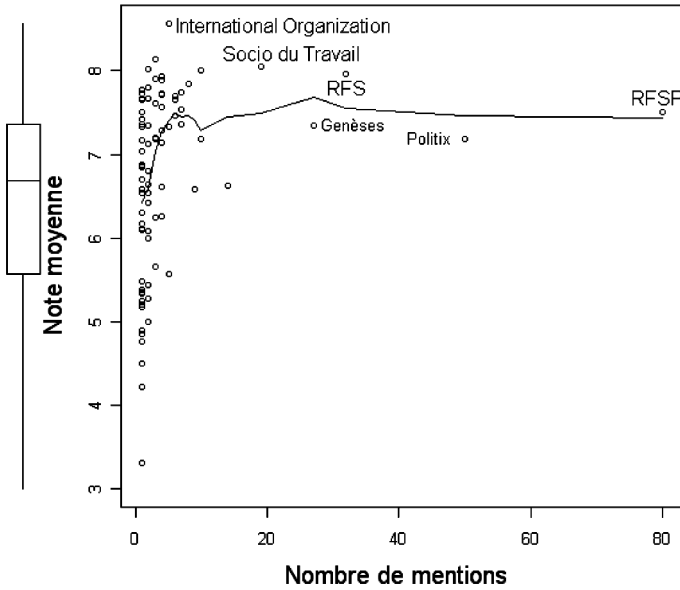
Nous comparons ensuite la liste des revues auxquels les sondés soumettraient une « contribution majeure » aux notes qu'ils attribuent à ces mêmes revues. Cette comparaison est rendue difficile par les différences de mesure, comme l'illustre le graphique IV. Alors que l'« index revues pour soumettre » est calculé à partir du nombre de mentions, l'impact France est calculé à partir des notes attribuées à chaque revue.

1. S. Hix, « A Global Ranking of Political Science Departments », art. cité.

2. S. Hix, *ibid.*, p. 296.

3. Pippa Norris, « Towards a More Cosmopolitan Political Science ? », *European Journal of Political Research*, 30 (1), 1997, p. 17-34.

Graphique IV. Stratégies de publication et évaluation des revues



Le graphique prend une forme quelque peu étrange du fait du très grand nombre de revues mentionnées une seule fois¹. Concrètement, un tiers des revues n'est cité qu'une fois, les deux tiers le sont trois fois ou moins. La courbe d'ajustement démontre d'ailleurs l'absence de tout rapport entre les deux jugements. On pourrait dire que cette relation peut être expliquée par le choix arbitraire de la liste de revues, mais aussi par l'extrême dispersion des politistes français dans leurs choix de revues pour soumettre.

La *RFSP*, la revue à l'extrémité supérieure droite du graphique, est clairement une revue bien évaluée et celle à laquelle les sondés se disent le plus souvent prêts à soumettre des articles. Elle est suivie de *Politix* où les deux valeurs coïncident à peu près. Pour les suivantes, l'écart est plus important. Ainsi, la *RFS* obtient en moyenne de meilleures notes que la *RFSP* (mais a un impact plus faible, cf. section *supra*), mais cela ne signifie pas que les politistes vont nécessairement y soumettre des articles. Cela vaut *a fortiori* pour *Sociologie du travail*, qui obtient la troisième meilleure note moyenne de toutes les revues listées, mais qui n'est pas une référence pour soumettre des articles. Le cas le plus extrême concerne la revue *International Organization*, qui obtient la meilleure note dans notre échantillon, mais à laquelle peu de sondés soumettraient un article. Les revues *Governance*, *Annales* et *American Sociological Review* sont dans une situation similaire. Ainsi, on constate un certain écart entre un jugement de valeur dans l'abstrait et un jugement par rapport à la valorisation du travail propre.

En somme, les politistes français sont dans une situation isolée, ils sont dispersés et ils aiment des revues dans lesquels ils ne publieraient pas. Ce sont là autant d'éléments qui demandent des explications et un effort de typologie. En effet, il y a peu de chances que cette conclusion

1. En enlevant les revues citées seulement une, deux ou trois fois (environ 75 % des revues mentionnées), la forme du graphique ne change pas fondamentalement, de sorte que nous avons opté pour garder toutes les revues dans le graphique.

s'applique à l'ensemble de la science politique française. Dès lors, nous allons maintenant essayer d'identifier les déterminants de certains comportements caractérisés et déterminer les facteurs d'unité et de divergence à l'intérieur de la discipline.

Une science politique ou plusieurs ?

Afin de déterminer si le tableau que nous venons de dresser vaut pour toute la science politique française, il faudra interroger l'homogénéité de ce constat en regardant les politistes par sous-groupes. Avant d'étudier le degré d'internationalisation, nous nous interrogerons ici sur l'unité et sur le rapport à la science politique en général. Pour ce faire, nous allons tenter d'identifier des groupes, leur rattachement à la discipline et leur degré de dispersion.

Une première question concerne les revues préférées des politistes français. Le tableau 4 présente la liste des dix revues les plus souvent mentionnées parmi les choix préférés pour soumettre un article. Un premier résultat intéressant est que cette liste est pratiquement insensible à toute sous-division de la population étudiée. En effet, la liste est à peu de chose près la même selon le grade, la géographie, l'âge, le genre et toutes les autres variables de contrôle. En gros, il y a très peu de revues qui soient mentionnées au moins dix fois, signe de la dispersion déjà remarquée.

Tableau 4. Revues préférées pour soumettre

Revue	1 ^{re}	2 ^{de}	3 ^e
<i>Revue française de science politique</i>	31	29	18
<i>Politix</i>	18	16	16
<i>Revue française de sociologie</i>	11	11	9
<i>Annales</i>	10	3	1
<i>Sociologie du travail</i>	6	7	6
<i>Genèses</i>	5	12	10
<i>Critique internationale</i>	5	3	6
<i>Governance</i>	4	3	3

Quel que soit le filtre appliqué (spécialité, âge, université de thèse, etc.), la *RFSP* apparaît toujours en première position. La revue *Politix* ne maintient pas systématiquement sa seconde place, mais ces deux revues semblent constituer un des éléments d'unité de la discipline. Suivent ensuite des revues de référence en sociologie ou étiquetées plus largement comme revues de sciences sociales, comme la revue *Genèses*. *Governance* est la seule revue étrangère à rentrer dans ce club restreint, grâce – naturellement – aux politiques publiques.

Les habitudes de lecture ne sont pas fondamentalement différentes. En effet, les trois premières places sont identiques, mais cette liste est clairement plus ouverte sur l'étranger. Sept des huit revues du tableau précédent sont toujours présentes, mais le club s'élargit – résultat notamment de deux options supplémentaires – à deux nouvelles revues de science politique en langue française, mais également à trois revues de langue anglaise.

Pour aller plus loin, nous allons nous poser la question de la propre projection dans la science politique. Autrement dit, nous nous demandons dans quelle mesure les sondés s'inscrivent dans la science politique par rapport à leurs stratégies de publication. Pour ce faire, nous nous sommes

appuyés sur la question précitée sur les revues auxquelles un sondé soumettrait un article considéré comme majeur. Plus précisément, nous avons créé deux variables qui rendent compte du pourcentage de revues relevant respectivement de la science politique ou de la sociologie. Les quatre graphiques suivants donnent un aperçu de la relation avec la discipline selon différentes caractéristiques des sondés. Ils confrontent le choix de revues en science politique et en sociologie avec divers sous-catégories de la science politique, croisé avec l'âge des répondants.

Tableau 5. Revues préférées pour lecture

Nom	1 ^{er}	2 nd	3 ^e	4 ^e	5 ^e
<i>Revue française de science politique</i>	30	20	20	11	14
<i>Politix</i>	28	17	12	10	7
<i>Revue française de sociologie</i>	11	9	6	6	8
<i>Actes de la recherche en sciences sociales</i>	7	4	7	8	5
<i>International Organization</i>	7	1	2	2	2
<i>Genèses</i>	6	14	9	12	2
<i>Sociologie du travail</i>	5	5	6	4	2
<i>Politique africaine</i>	5	1	3	1	1
<i>West European Politics</i>	4	1	1	3	2
<i>Critique internationale</i>	3	3	5	5	2
<i>Revue internationale de politique comparée</i>	3	2	1	5	6
<i>Annales</i>	2	2	2	3	4
<i>Sociétés contemporaines</i>	1	3	5	4	4
<i>Politique européenne</i>	1	1	6	3	4
<i>Journal of European Public Policy</i>	1	1	5	3	4

De manière générale, la variance n'est pas très importante pour ces quatre graphiques et les courbes de moyenne ne sont guère statistiquement significatives pour la plupart, sauf pour l'âge, le genre et les maîtres de conférences.

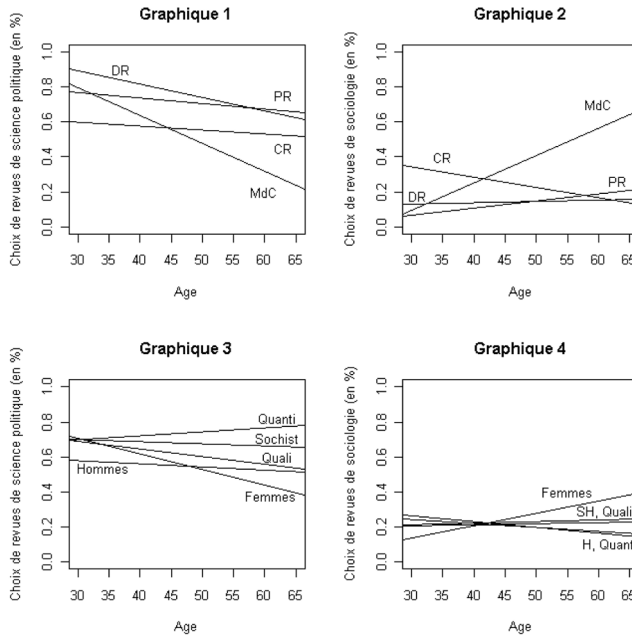
Premier constat, l'attachement à la science politique – pour ce qui est des revues auxquelles on soumettrait un article – diminue avec l'âge, sauf pour les quantitativistes. Ou, pour le dire positivement, l'interdisciplinarité des chercheurs augmente avec l'expérience¹. Chez les maîtres de conférence, les directeurs de recherche et les femmes, la diminution est assez forte. Elle s'accompagne chez les femmes et – de manière plus prononcée – chez les maîtres de conférence (MdC) d'un intérêt croissant pour la sociologie. Il est intéressant également que les plus anciens chargés de recherche (CR) s'intéressent moins à la science politique *et* à la sociologie. Cela semble correspondre à une plus grande spécialisation par objet que par discipline. Ainsi, on trouve dans ces catégories des sondés indiquant vouloir publier dans des revues transdisciplinaires spécialisées sur un objet donné, comme la santé, par exemple. Cela correspond également à une plus grande dispersion des stratégies de publication. Les directeurs de recherche, les professeurs et les quantitativistes semblent être les principaux « piliers » de la science politique : ils indiquent soumettre à 70 à 80 %² à des revues de science politique. Les

1. Ne disposant ici que d'un seul sondage, on ne peut pas préciser s'il s'agit d'un effet générationnel ou d'un effet d'âge, bien sûr. Des études futures pourront peut-être y répondre.

2. La valeur plus élevée pour les directeurs de recherche doit ici être ignorée, dans la mesure où il n'y a pratiquement pas de directeur de recherche de moins de 40 ans, de sorte que la courbe commencerait avec une valeur autour de 80 %.

socio-historiens font également partie de ce groupe, ce qui peut paraître surprenant au vu de l'interdisciplinarité revendiquée par les chercheurs se réclamant de ce courant.

Graphique V. Choix de revues de science politique et de sociologie selon divers critères



En somme, les parcours et les carrières individuelles expliquent une bonne partie de la variance. Mais il ressort également que la dispersion de la population étudiée rend toute tentative d'explication du rapport à la science politique fragile.

L'unité contre l'internationalisation ?

Cette dernière section vise à évaluer s'il existe certains profils identifiables qui seraient plus internationalisés ou plus à même de publier dans des revues de science politique de rang international. Autrement dit, nous inversons ici la stratégie d'analyse employée jusqu'à maintenant : plutôt que d'identifier et d'essayer de comprendre la variété de comportements, nous allons ici essayer de comprendre ce qui pousse certains à s'inscrire davantage dans une sorte de « *mainstream* » international. Ce dernier est défini ici comme ceux indiquant l'intention de soumettre des articles à des revues classées dans le *Social Science Citation Index (SSCI)*, codée par une variable dichotomique, où sont classés en « 1 » les politistes ayant indiqué deux revues appartenant à cet index (N = 52). Nous avons créé une seconde version de cette variable pour les revues figurant dans cet index *et* étant classées comme revues de science politique (N = 37).

Nous sommes bien sûr conscients des limites de cette base de données, déjà mentionnées. L'intérêt de cette analyse réside dans la possibilité d'identifier un groupe d'universitaires qui serait davantage influencé par des canons internationaux que d'autres. Pour partie, cette tendance coïncide avec la réalité française, dans la mesure où *Sociologie du travail* et la *RFS*

figurent dans le *SSCI*, mais ce sont là les deux seules revues françaises dans notre échantillon. Pour toutes les autres, il s'agit de revues qui n'apparaissent pratiquement pas dans les listes de revues préférées analysées jusqu'ici.

Le tableau 6 présente plusieurs modèles explicatifs. Le modèle 1 tente de prédire l'appartenance au groupe de ceux indiquant vouloir soumettre des articles à des revues figurant dans l'index du *SSCI*. La constante indique que la probabilité de départ est très faible pour l'argument résiduel de la régression : un maître de conférence, homme, de 27 ans, n'ayant pas fait sa thèse dans un institut d'études politiques ni à Paris, ne pratiquant pas des méthodes quantitatives, n'étant spécialisé ni en sociologie politique, politique comparée, politique européenne ou politiques publiques. Les chances que cette personne ait envie de soumettre un article à une revue du *SSCI* est de 6 % environ. Le signe de la variable « âge » peut paraître surprenant, étant donné la plus grande internationalisation des générations les plus jeunes, mais l'erreur standard est trop importante pour prendre cette mesure au sérieux. De la même manière, la variable « femme » n'est pas significative. Le fait d'avoir fait sa thèse dans un institut d'études politiques semble avoir un impact important, mais l'erreur ne permet pas d'infirmier l'hypothèse nulle. Le fait d'avoir fait sa thèse à Paris ne semble pas jouer non plus. De même, le fait d'être chercheur ou enseignant-chercheur, ou d'être en début ou en fin de carrière ne joue guère. En revanche, le recours aux méthodes quantitatives a un effet très important sur les stratégies de publication. Un quantitatifiste a environ 50 % de chances de plus qu'un non-quantitatifiste, toutes choses égales par ailleurs, de soumettre un article à une revue *SSCI*. Notre maître de conférences de 27 ans aurait environ 40 % des chances, s'il était quantitatifiste¹. Les spécialités produisent également de l'effet, mais à des degrés divers. La sociologie politique, dont nous avons vu qu'elle représente le cœur de la discipline, diminuerait cette probabilité, mais l'effet n'est statistiquement pas significatif. L'appartenance à la politique comparée ou aux politiques publiques augmente la probabilité de publier dans une revue *SSCI*. Nous nous sommes ici limités aux disciplines avec des effectifs importants. Pour la politique européenne, l'effet n'est pas assez univoque pour infirmer l'hypothèse nulle. En utilisant la même procédure que pour les quantitatifs, on peut prédire qu'un sociologue politique aurait 3 % de chances, un comparatiste 16 %, un européeniste 13 % et un spécialiste des politiques publiques 18 %.

Le modèle 2 applique les spécifications du modèle 1 uniquement aux revues de science politique du *SSCI*. Seuls 37 personnes ont indiqué deux revues ou plus dans cet index. Ici, il existe un effet « institut d'études politiques » important, augmentant les chances d'appartenir à ce groupe de plus de 10 %. L'effet « méthodes quantitatives » est encore plus fort ici. Le jeune maître de conférences passe d'une probabilité de trois à 34 % en « adoptant » les méthodes quantitatives. S'il a en plus fait sa thèse dans un institut d'études politiques, la probabilité monte à 70 %. Le genre, l'origine parisienne, le statut de chercheur ou le grade ont encore moins d'impact que pour le modèle 1. Cependant, l'importance des spécialités se renforce. La sociologie politique a toujours un impact négatif, mais qui n'est encore pas significatif. L'impact de la politique comparée augmente considérablement, tandis que celui de la politique européenne double (!), ce qui correspond à une augmentation de la probabilité de respectivement 10 et 13 %. Les politiques publiques ont toujours un impact positif, mais pas assez homogène pour infirmer l'hypothèse nulle.

1. Pour parvenir à ce chiffre, nous calculons le *logit* inversé de la somme de la constante et de l'effet de l'âge à 27 ans, en mettant toutes les variables dichotomiques à zéro.

Tableau 6. Régressions logistiques

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
Variable dépendante	SSCI	SSCI ScPo	SSCI ScPo
Constante	- 2,775* (1,286)	- 2,435 (1,650)	- 3,010 (1,684)
Âge	0,005 (0,024)	- 0,034 (0,032)	- 0,034 (0,032)
Femmes	- 0,527 (0,456)	- 0,470 (0,566)	
Institut d'études politiques	0,821 (0,469)	1,590** (0,600)	1,543** (0,597)
Paris	0,296 (0,419)	- 0,208 (0,517)	
Dummy méthodes quantitatives	2,154*** (0,469)	2,725*** (0,600)	4,030** (1,342)
Dummy chercheur	0,441 (0,417)	0,222 (0,513)	0,199 (0,519)
Grade (professeur, directeur de recherche)	- 0,145 (0,480)	0,650 (0,592)	0,816 (0,621)
Meilleure publication dans une revue	- 0,624 (0,488)	- 0,792 (0,612)	- 1,059 (0,662)
Sociologie politique	- 0,741 (0,427)	- 0,845 (0,527)	- 0,792 (0,670)
Politique comparée	1,073* (0,440)	1,391* (0,565)	0,947 (0,689)
Politique européenne	0,811 (0,482)	1,68867** (0,548)	1,703* (0,707)
Politiques publiques	1,165* (0,456)	0,975 (0,585)	1,767* (0,750)
Sociologie politique *quantitative			- 1,253 (1,223)
Politique européenne *quantitative			1,571 (1,284)
Politique comparée *quantitative			0,322 (1,103)
Politique publique *quantitative			- 2,826* (1,335)
	(n = 198)	(n = 198)	(n = 198)
Chi2	54,99	69,66	76,52
-2 log-vraisemblance	166,54	116	120,4
Pseudo-R2 de Nagelkerke	0,355	0,484	0,518

Note : Entre parenthèses, nous indiquons l'erreur standard de chaque coefficient.

'***' correspond à une significativité au niveau de 0,001 ; '**' au niveau de 0,01 ; '*' au niveau de 0,05.

Au vu de l'importance des méthodes, nous avons mis celles-ci en interaction avec les disciplines dans le modèle 3 pour voir si l'effet « méthodes » est particulièrement lié à certaines disciplines et/ou s'il est uniformément positif quelle que soit la sous-discipline. L'âge n'est toujours pas significatif et l'effet « institut d'études politiques » est plus faible (malgré la valeur du coefficient très similaire), s'élevant à environ 7 %. Les méthodes restent très fortes,

même en les dispersant sur les différentes spécialités. L'effet « quanti » pour les *autres* spécialités, celles non incluses dans l'équation s'élève à 50 % (!). Pour rappel : un maître de conférence de 27 ans qui n'a pas fait sa thèse dans un institut d'études politiques et travaillant, par exemple, en relations internationales ou sur les institutions politiques avec des méthodes quantitatives, a 50 % de chances en plus de vouloir publier dans une revue SSCI en science politique qu'un non-quantitativiste. De manière un peu surprenante, cet effet diminue presque de moitié si la personne se spécialise dans les politiques publiques, alors que cette sous-discipline semble avoir un effet important *hors* méthodes quantitatives (+ 9 %), comme la politique comparée.

Étant intéressé avant tout par les effets des différentes variables, nous n'avons pas discuté la qualité des modèles. D'ores et déjà, il n'est pas possible pour des régressions logistiques de calculer le pourcentage de variance expliqué, comme on le fait pour des modèles linéaires. Il existe, pourtant, des « pseudo-R2 » qui se rapprochent des R2 classiques. Ils se fondent en général, comme le pseudo-R2 de Nagelkerke reproduit en bas du tableau, sur la comparaison des $-2 \log$ vraisemblances du modèle « vide » et du modèle chargé. Nombre d'auteurs considèrent qu'il vaut mieux se concentrer sur cette dernière mesure uniquement ou sur le taux d'erreur des prédictions.

Pour ce qui nous concerne, force est de constater que les pseudo-R2 semblent plutôt satisfaisants et, surtout, qu'ils augmentent du modèle 1 au modèle 3. La $-2 \log$ vraisemblance diminue de manière importante, également en accord avec nos attentes.

En résumé, l'effet le plus fort, tous modèles confondus, est celui des méthodes quantitatives. Il est suivi par celui des spécialités : un effet positif de la politique comparée et, dans une moindre mesure, des politiques publiques. Ces spécialités ne semblent pourtant pas particulièrement portées sur les méthodes quantitatives pour autant.

Conclusion : vers une typologie des politistes ?

Cette étude a montré ou confirmé que la science politique française est diverse et peu unifiée. Il existe quelques éléments d'unité, cependant, mais aussi des clivages clairement identifiables. Le plus important est sans doute le clivage méthodologique. À cela s'ajoute et se superpose la question de l'internationalisation.

En somme, on peut distinguer trois grands types de population. La population « centrale » est structurée autour d'un certain nombre de revues de science politique, exclusivement françaises. Qu'on prenne les cinq ou les dix premières revues les plus mentionnées dans les stratégies de publication, cette population se limite à une centaine de personnes dans notre échantillon. Elle est peu internationalisée, à l'image de l'ensemble de l'échantillon, et s'intéresse avant tout à la sociologie politique, même si nous n'avons pas pu étudier toutes les sous-disciplines de la même manière, faute d'effectifs.

Le petit groupe (moins de 50 personnes) qui semble être plus internationalisé se caractérise par l'appartenance à certaines spécialités et, surtout, par le recours aux méthodes quantitatives. Comme nous l'avons vu, ce groupe n'est guère dominé par des « jeunes ». Au contraire, à l'image de ce qu'enseigne la sociologie électorale sur l'habitude du vote, il semblerait que les choix politiques (méthodologiques) soient effectués en début de carrière et qu'il soit difficile de revenir dessus par la suite. Mais ce groupe n'est guère homogène, non plus,

comme nous l'avons vu. Il est également traversé par le clivage méthodologique. Les autres pôles de ce groupe se structurent autour des trois autres spécialités que nous avons examinées.

Enfin, il existe un troisième groupe qui n'a de commun que sa dispersion et sa non-inscription dans aucun des deux groupes précités. À ce stade, toute affirmation par rapport à ce groupe ne peut être que conjecture. Cependant, en regardant certains profils de stratégie de publication, on trouve au moins deux – il en existe sans doute plus – cas de figure. Le premier est celui des spécialistes de certaines politiques, telle notamment la santé, qui publient dans des revues transdisciplinaires et très spécialisées. Ces « spécialistes » se sentent sans doute de moins en moins concernés par les débats de la discipline – en France ou ailleurs. Un deuxième cas concerne ceux en début ou toute fin de carrière, qui, pour des raisons très différentes, ne publient plus – ou pas encore – dans les revues « centrales » ou internationales : pour les plus jeunes, l'enjeu est sans doute de publier, coûte que coûte, d'où une certaine dispersion ; pour les plus anciens, l'enjeu de la publication n'est sans doute plus central et ils préfèrent souvent les petites revues aux plus grandes. Encore une fois, ces deux ou trois profils restent difficiles à identifier et, malgré quelques tentatives dans ce sens, aucune mesure ou analyse ne nous a permis de les faire ressortir sans ambiguïtés¹.

Pour finir, nous proposons une illustration de l'importance du clivage central que nous avons identifié. Le graphique VI présente l'effet des méthodes quantitatives sur l'évaluation des revues. Les sondés pouvaient attribuer une note entre 1 et 10 à chaque revue qu'ils souhaitaient noter. Nous avons ici retenu une liste plus ou moins arbitraire de revues en prenant les premières revues de la liste « française » et les premières de la liste « étrangère », tout en sachant que les revues françaises ont fait l'objet de bien plus de jugements (plus de 100 pour la plupart) que les revues étrangères (56 pour la plus « faible »).

Le tableau montre pour chaque revue la différence des notes attribuées par les quantitativistes par rapport aux non-quantitativistes². L'effet quantitatif est fortement présent – sans surprise. Conformément aux résultats des régressions logistiques réalisées plus haut, nous constatons que les deux grandes revues américaines, qui trônent en haut de tous les classements bibliométriques, sont fortement dépendantes des méthodes quantitatives. De manière équivalente, une bonne partie des principales revues françaises sont, au contraire, défavorisées. Cela confirme la séparation plus ou moins nette entre le groupe des politistes « centraux » et celui des politistes « internationaux ». Il existe pourtant un grand « ventre » avec plusieurs revues de renom, comme *EJPR*, *International Organization*, *Governance* ou, encore, la *RFSP*, qui ne semblent pas affectées par ce clivage. Elles représentent peut-être un terrain neutre, qui pourrait être intéressant à explorer dans la perspective des stratégies d'internationalisation que peuvent mettre en place les différentes facultés, instituts ou laboratoires.

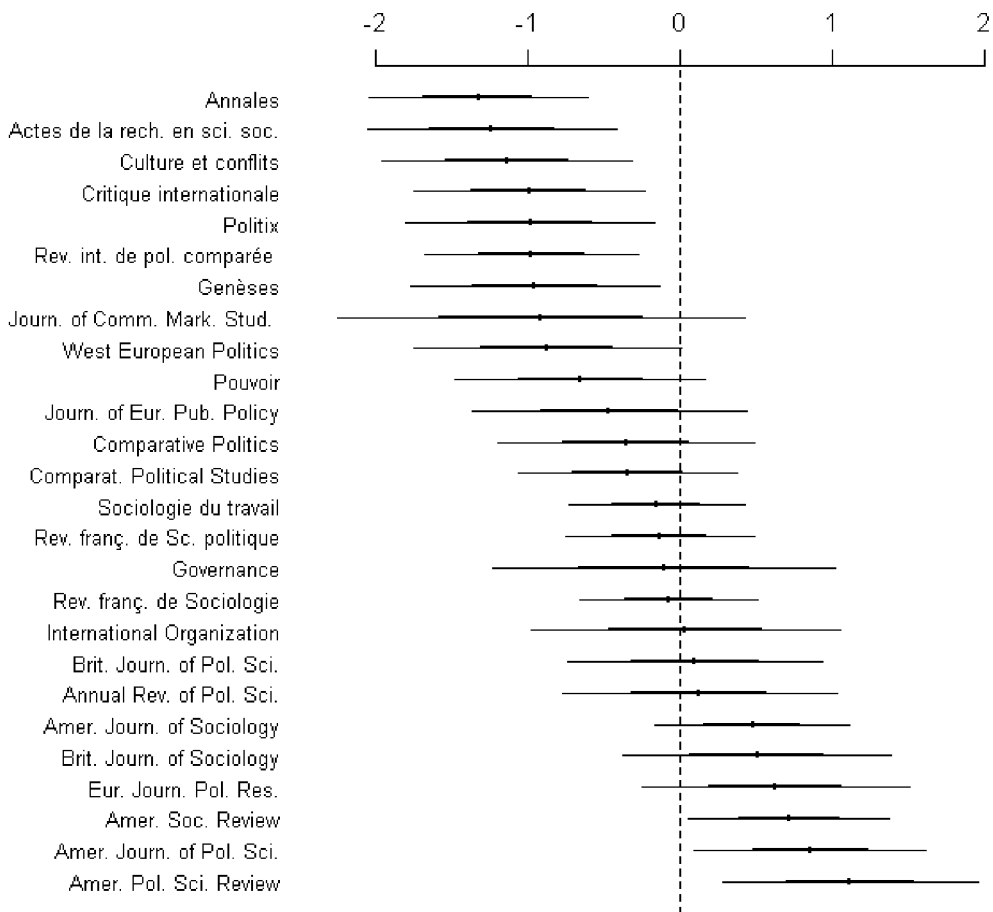
Mais cela revient, bien sûr, à soulever l'épineuse question des réponses à adopter ou de savoir si l'analyse proposée appelle une réponse. Il est certain que l'unité de la discipline peut être un atout en temps de remise en question du rôle des sciences sociales dans

1. Pour les deux derniers, ils étaient visibles dans une analyse de correspondances multiples que nous avons réalisée pour le texte initial. Cf. E. Grossman, « Les stratégies de publication des politistes français. Analyse d'un sondage en ligne », cité.

2. À titre d'exemple, pour l'*American Political Science Review* (*APSR*), il faut lire : à conditions égales, un politiste quantitativiste est susceptible d'attribuer une note meilleure de 1,12 (sur 10) à l'*APSR* qu'un non-quantitativiste. Pour la revue *Annales*, le premier est susceptible d'attribuer une note moins bonne de 1,32 point que le dernier.

l'université. L'internationalisation peut certainement fragiliser davantage un groupe déjà très dispersé. Le grand « ventre » pourrait fournir une réponse possible, en rappelant que les agendas de recherche internationaux ne sont pas uniquement faits de modèles formels. Cet article ne peut, cependant pas répondre à ces questions. Tout au plus, il peut suggérer les conséquences et les chances de succès de certaines de ces stratégies¹.

Graphique VI. L'effet « quantitativisme » sur les notes des revues



1. Cette étude a bénéficié du soutien actif, des commentaires et des idées d'un grand nombre de personnes. Je voudrais notamment remercier André Blais, Sylvain Brouard, Flora Chanvrlil, Yves Déloye, Martial Foucault, Abel François, Michel Gardette, Fabien Jobard, Viviane Le Hay, Laurent Lesnard, Nonna Mayer, Nicolas Sauger, Vincent Tiberj et Cornelia Woll. L'une des dernières versions de cet article a tout particulièrement bénéficié de la lecture critique et minutieuse d'Olivier Godechot. Je remercie Sciences Po et l'AFSP pour leur soutien financier et logistique.

Emiliano Grossman

Chercheur et enseignant à Sciences Po, rattaché au Centre d'études européennes (CEE), Emiliano Grossman est notamment l'auteur de : (avec Nicolas Sauger) *Les systèmes politiques des pays de l'Union européenne*, Bruxelles, De Boeck, 2007 ; et (avec Sabine Saurugger) *Les groupes d'intérêt. Action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Colin, 2006. Il a publié des articles dans la *RFSP*, *Journal of Common Market Studies*, *West European Politics*, ou *Journal of European Public Policy*. Actuellement, il anime le projet « agendas politiques », financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), qui entend développer des indicateurs quantitatifs de l'évolution des institutions politiques en France et dans d'autres pays. Ses recherches se concentrent sur les institutions politiques comparées et la régulation économique dans les pays de l'Union européenne (<emiliano.grossman@sciences-po.fr>).

ANNEXE : NOTE TECHNIQUE

Le logiciel de sondage utilisé est Limesurvey, logiciel libre installé sur un serveur privé sur un site créé pour l'occasion chez un prestataire privé, Nuxit, avec un nom de domaine spécifique¹. Les analyses statistiques ont été réalisées sur le logiciel libre « R » en utilisant les packs CAR de John Fox², ARM d'Andrew Gelman et Jennifer Hill³, et Design de Frank Harrell⁴.

1. <<http://www.questionnaire-en-ligne.fr>>.

2. John Fox, *An R and S-Plus companion to applied regression*, New York, Sage, 2002.

3. Andrew Gelman, Jennifer Hill, *Data Analysis Using Regression and Multilevel/Hierarchical Models*, New York, Cambridge University Press, 2007.

4. Frank E. Harrell, « Design Package, R package version 2.3-0 », <<http://CRAN.R-project.org/package=Design>>, novembre 2009.